

Sommaire

Interview de Catherine Gouriou, page 2
Lettre ouverte à Monsieur le Ministre Jean-Luc Mélenchon de Catherine Gouriou pages 2 et 3
Vers la grève générale ?, par Robert Duguet, pages 3 et 4
Le spectre du "Juppéthon", par Michel Galin, pages 4 et 5
Ils ont raison d'avoir peur..., par Amaury Couderc, page 6
Tempête sociale, par Bernard Fischer, page 7
Convoi syndical pour la Tchétchénie, par Xavier Roussel, page 7
Appel pour l'abrogation de la loi Aubry, par Yves Lesage, page 8

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"



Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-S.-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

M. Robert Duguet
40 bis rue des Marchelles
94440 Villecresnes

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise et Jean Deson
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Jean-Yves Lesage G.R. La Commune
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant alternatif
Sylviane Charles et Dominique Larchet, Voix des
Travailleurs
Vincent Présuney, militant socialiste

N° 109 avril 2000
8^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste
RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75
RAG sur le WEB, taper :
perso.club-internet.fr/rduguet/index.html
Imprimé par nos soins

Interview de Catherine GOURIOU

Professeur d'économie et de communication au lycée Monge (Savigny sur orge)

Pourquoi le Lycée Monge s'est mobilisé contre la réforme ?

Le point de départ a été la diffusion de la dotation d'heures d'enseignement attribuée à notre lycée pour la rentrée 2001. En comparant avec l'année 2000, nous avons constaté qu'il manquait 200 heures environ. C'en était trop.

Diminution des heures de cours, suppression de nombreux dédoublements qui permettent d'assurer un cours devant un groupe de 16 élèves et donc de leur apporter un soutien personnalisé, ajout de projets pluridisciplinaires sans définition de contenu pédagogique, emploi de vacataires sans garantie d'emploi, voilà la liste incomplète des raisons qui ont justifié notre colère.

Quels sont les reproches majeurs que l'on peut formuler contre cette réforme ?

Si je devais n'en formuler qu'un seul, je dirais que je refuse que le lycée professionnel soit seulement considéré comme l'antichambre de l'entreprise et que je souhaite qu'un souffle d'humanisme y subsiste.

Si je peux développer, j'évoquerai tout d'abord l'hypocrisie

des décisions prises dans cette réforme. Les médias se sont largement répandus sur un point qui devrait nous satisfaire : en effet, les professeurs d'atelier feront 18 heures et non 23 h dès la prochaine rentrée. De quoi se plaint-on ? Tout d'abord je voudrais préciser que ce n'est pas la générosité de M. Allègre mais une décision judiciaire qui justifie cela (certains profs faisaient 18 h et d'autres 23 h sans que rien, actuellement ne le justifie). Comme il n'est pas question de dépenser davantage d'argent pour l'enseignement, cela doit se faire à moyen constant ; alors la seule possibilité c'était de diminuer les heures de cours. Astucieux non ? Et puis quelle importance ! ces élèves sont en difficulté, ils feront de bons ouvriers. N'est ce pas ce que la loi du marché réclame !

Nous, nous pensons que justement, à ces jeunes, il leur faut du français, de l'histoire, des langues, de l'économie, etc. afin de développer leur curiosité, leur ouverture d'esprit, leur sens critique pour qu'ils deviennent des citoyens responsables.

« L'esprit d'entreprise qui manque à l'éducation nationale », selon la formule chère à M. Allègre,

est justement ce que nous refusons. L'école doit rester le lieu de l'apprentissage des savoirs qui permet de ne pas fabriquer à l'infini des ouvriers à partir des fils d'ouvriers.

Même si l'entreprise peut jouer un rôle dans la formation des élèves, cela doit se faire sous le contrôle des enseignants qui ont pour seul souci, l'élève, alors que l'entreprise recherche une main d'œuvre gratuite et souvent corvéable à merci. Lorsque le ministre prétend que l'élève doit être au cœur du système, de quel système parle-t-il ? Du système économique peut-être ! D'ailleurs, ce ministre s'est inspiré de la logique économique pour gérer les professeurs : n'introduit-il pas pour les professeurs de lycées professionnels, (pour les autres c'est pour bientôt) l'annualisation, la globalisation, la flexibilité ?

Jamais l'esprit d'entreprise ne pourra devenir mon modèle éducatif.

Alors, je veux bien faire confiance à l'avenir... à notre nouveau ministre de l'enseignement professionnel, mais attention, nous restons très vigilants. □

LYCEE MONGE
De Catherine Gouriou

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE JEAN LUC MELENCHON

Vous avez manifesté votre désapprobation à la méthode Allègre dès le début du mouvement, comme l'attestent la lettre datée du 6 mars de votre ami député de la Gauche socialiste Monsieur Julien Dray, vos nombreux entretiens avec des collectifs de grévistes de lycées professionnels, votre engagement à nos côtés dans des manifestations de protestation.

Votre nomination est donc bien accueillie par des

enseignants qui, contrairement à l'opinion commune, sont favorables à la recherche de solutions plutôt qu'à la contestation.

Cependant, ce remaniement ministériel ne modifie en rien la défense de nos convictions et la finalité de nos objectifs. C'est pourquoi, il nous a paru souhaitable de vous préciser que la cristallisation très médiatisée du mécontentement des enseignants, autour de l'ex-ministre de .../...

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR LE MINISTRE JEAN LUC MELENCHON

suite

l'éducation nationale, n'était pour nous qu'un moyen détourné de parvenir à l'abrogation de la charte sur l'enseignement professionnel intégré.

Nous attirons donc votre attention sur la nécessité d'une concertation avec le personnel enseignant en considérant le refus catégorique des trois propositions suivantes

1. les nouvelles grilles horaires de la rentrée 2000 publiées dans le BOEN du 7 mars 2000 qui prévoient une diminution importante d'heures d'enseignement (français, maths, langue, économie, enseignement professionnel) et en conséquence la suppression de postes (voir dotation ci-jointe)

2. le spectre de l'école-entreprise ; nous disons :

- **OUI** à l'école avec l'entreprise, à la coordination des tâches entre employeurs et enseignants
- **OUI** à une école républicaine publique laïque et humaniste garantissant la formation de futurs citoyens responsables et instruits
- **NON** à l'école à la solde de l'entreprise (utilisation abusive des élèves comme main-d'oeuvre gratuite par le

patronat local, nomination de formateurs issus de l'entreprise...)

- **NON** à la banalisation des disciplines d'enseignement général qui doivent permettre l'acquisition d'une culture générale pour tous ;

- **NON** à la réforme à tout prix engageant l'avenir de l'enseignement professionnel en France sans la moindre interrogation préalable sur son efficacité pédagogique.

3. la modification du statut des Professeurs de Lycées Professionnels :

(flexibilité, annualisation, pondération).

Nous restons très attentifs à vos prochaines décisions qui, nous l'espérons, demeureront fidèles à vos convictions qui combattent les "*règles cruelles du jeu libéral qui dominant notre économie, notre culture et notre vie en société*" (1)

Confiants, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

(1) Citation extraite d'une intervention du sénateur Jean Luc Mélenchon.

COLLECTIF DES GREVISTES
LYCEE MONGE - SAVIGNY

VERS LA GREVE GENERALE ?

par Robert Duguet

Revenons sur le sens politique des réformes défendues par Claude Allègre et que ses successeurs n'ont pas l'intention d'abroger, tout au plus de reculer provisoirement devant la puissance du mouvement social. Il faut adapter l'école à la crise du système capitaliste. Si ces réformes passent dans la vie, elles aboutiront à un considérable appauvrissement de l'acquisition des savoirs fondamentaux. In fine pour les libéraux, un vague formatage de l'esprit et Internet suffiront en matière d'éducation et de formation du citoyen. Des professeurs réduits à l'état d'animateurs polyvalents feront l'affaire. C'est bien cette question qui a mobilisé dans sa grande masse, les enseignants. Les petites manœuvres de certains

appareils syndicaux, en particulier FEN-SGEN-FCPE, de même qu'un courant significatif de la FSU, qui présentaient les réformes Allègre à partir du moment où elles étaient assorties de moyens supplémentaires, comme positives, n'ont pas réussi à endiguer le mouvement d'ensemble. Les enseignants en lutte, avec le soutien cette fois-ci de nombreux parents d'élèves, réalisent l'unité dans la grève contre les réformes de restructuration capitaliste de l'école, et centrent leur mouvement sur le mot d'ordre politique de démission du ministre.

Entre le mouvement de l'automne 1995 contre Juppé et celui qui vient de se dérouler, il y a une incontestable maturation politique :

les syndicats structurent et épousent le mouvement social contre Juppé. Dans le secteur de l'enseignement, la FSU avec le U de Unitaire est le drapeau de rassemblement de la profession. Dans la foulée elle emporte les élections professionnelles. Je n'ai pas souvenir que se soient constituées des organisations indépendantes à côté des syndicats ou des intersyndicales. Avec les grèves contre Allègre depuis un an, c'est un mouvement d'une autre nature qui se développe : les comités de grève décidant et reconduisant la grève, les assemblées générales d'établissement intégrant l'intersyndicale, le mouvement des collectifs (en particulier le Collectif pour la démission d'Allègre qui a joué un rôle déterminant), .../...

VERS LA GREVE GENERALE ?

suite

les coordinations d'établissements en grève annoncent une lame de fond dans le pays vers la grève générale. Puisque la classe politique, arrosée par les scandales financiers, est à droite comme à gauche incapable de régler la question de la représentation politique, c'est le mouvement social qui a commencé à se frayer sa propre voie. Sans doute, à elle seule la grève générale, ne règle pas la question de la représentation, mais elle va par sa puissance bousculer l'échiquier politique et forcer à poser les problèmes en termes nouveaux. Si le gouvernement de la gauche plurielle a reculé dans deux secteurs décisifs où s'appliquent les réformes libérales, outre le fait que l'addition commence à coûter cher sur le plan électoral, c'est en raison même de la compréhension que peut avoir le gouvernement et Jospin en particulier de la nature de ce mouvement. Ils ont reculé, et ils ont reculé devant le mouvement politique qui construit la grève générale.

Avec la défaite du gouvernement Jospin dans le secteur des impôts, dans celui de l'Éducation Nationale, c'est une pièce décisive de la politique libérale, celle-là même qui se décide dans les traités internationaux et qui était en particulier tracée dans celui de Maastricht qui est provisoirement

mise en échec. Pour le libéralisme en crise, la France a trop de services publics. Cela signifie concrètement que la tâche qui est assignée aux gouvernements, c'est d'imposer, dans le cadre d'un pays façonné par la tradition jacobine, un véritable abandon de la forme républicaine. Tâche difficile à pousser au bout, quand on sait que le corps même de la gauche et d'une partie décisive de la droite - le courant gaulliste - dans ce pays se sont constitués dans le cadre des conquêtes républicaines et sociales de la Libération. Le libéralisme est obligé de prendre de front le contrat social sur lequel la France vivait depuis 50 ans et menace gravement l'ordre social que le Général De Gaulle était parvenu à maintenir par deux fois au compte de la bourgeoisie, en 1945 et lors de l'affaire algérienne. Juppé a échoué en 1995 sur la question des retraites. Jospin vient d'essayer un échec cuisant sur les impôts et l'école. Et pourtant Jospin, compte tenu de la place du PS sur l'échiquier politique, était mieux placé que Juppé pour faire passer ces deux réformes. Sans doute nous avons un problème sérieux à gauche, c'est que les aspirations du mouvement social sont en contradiction absolue avec la politique de la gauche plurielle, toutes tendances réunies, et

qu'aucune organisation politique n'est en mesure de reprendre sur le plan politique ces aspirations. Mais la classe dominante est elle aussi confrontée à un vrai problème de représentation politique : la composante gaulliste, celle là même qui était le garant politique des institutions de la 5^{ème} République, est en décomposition. Le PS s'avère incapable à la place du vieux RPR de pousser à son terme la restructuration libérale de l'Etat. La politique ayant horreur du vide, cela signifie pour les classes dominantes que la social-démocratie n'est plus le bon interlocuteur, et qu'il va falloir s'acheminer vers d'autres solutions.

Ce gouvernement est pris dans un étai : d'un côté les bataillons de son propre électorat utilisent contre lui les méthodes qui ont servi à casser Juppé. C'est la première fois depuis que la social-démocratie a accédé au pouvoir en 1981, et cela va donner d'autres idées aux salariés. D'un autre côté la classe dominante, le MEDEF, les cercles dominants du libéralisme, vont commencer à se poser sérieusement le problème de la relève politique. Inéluctablement une autre période politique va aussi s'ouvrir pour nous, celle de la recomposition d'une force anticapitaliste. □

LE SPECTRE DU "JUPPÉTHON"

par Michel GALIN

Ne boudons pas notre plaisir: le mouvement social a obligé Lionel Jospin à modifier son dispositif. Le remaniement ministériel prévu pour début 2001 a été avancé d'un an sous la pression de la rue. Exit les fermetures de perceptions au nom de la réforme du ministère des finances! Exit Claude Allègre pour qui l'école est le grand marché du 21^{ème} siècle!

Des multiples grèves dans le secteur privé autour de la mise en place de la loi Aubry, au conflit larvé dans les postes les luttes des salariés ont pris un nouvel essor depuis la fin 99. Puis les hospitaliers, les fonctionnaires

des impôts et les enseignants ont entamé un mouvement gréviste de plusieurs semaines; ces deux derniers secteurs étant caractérisés par un fort taux de syndicalisation et des organisations majoritaires non confédérées (SNUJ-groupe des 10 et FSU).

Le spectre du "Juppéthon" a hanté Lionel Jospin qui a utilisé ses ministres contestés comme des fusibles avant que la crise ne se développe plus encore.

J'examinerai ce "changement dans le gouvernement" sous 2 aspects. Pour tout mouvement revendicatif, il faut comparer les résultats au regard des objectifs que le .../...

LE SPECTRE DU "JUPPÉTHON"

suite

mouvement s'était lui-même fixé. Ensuite, il convient de regarder en quoi la situation politique a été modifiée.

Les résultats obtenus

Les hospitaliers qui avaient ouvert le chemin ont obligé Martine Aubry à négocier, et il semble bien que ce qu'ils aient acquis ne soit pas négligeable.

Pour les agents des impôts, le succès est net: la réforme contestée a été mise aux oubliettes.

Dans l'éducation Nationale, le résultat est moins tranché.

Le premier ministre a annoncé débloquer 1 milliard de francs de la "cagnotte" et s'est engagé à un plan pluriannuel. Pour les premiers à s'être mobilisés autour de la carte scolaire, avec les parents dans le Gard et l'Hérault, les premières négociations ont permis d'obtenir des postes d'enseignants mais en deçà de ce qui était exigé. Les professeurs de lycées professionnels, qui pour certains ont fait 4 semaines de grève, ont obtenu l'abandon de l'annualisation de leurs services. Il ne semble pas par contre, à l'heure où j'écris cet article, que Jean-Luc Mélenchon et Jack Lang soient revenus sur la réduction des horaires des élèves des lycées professionnels. Pourtant, et bien que les enseignants soient présentés par les médias bien-pensant comme d'incorrigibles corporatistes, l'attachement à une formation de qualité autre que seulement utilitaire était un motif essentiel de la grève (cf. interview de Catherine Gouriou). Les enseignants du second degré ont manifesté contre le gel de l'emploi public et contre les "réformes" des collèges et des lycées. Comme pour les lycées professionnels ces réformes avaient pour objectifs la diminution des horaires d'enseignements, la baisse des exigences. Là aussi, les enseignants veulent former les jeunes pour qu'ils soient capable de comprendre le monde qui les entoure et non pas de futurs clients de société de formation continue par Internet. Les grèves dans les collèges et les lycées se sont arrêtées, mais les discussions avec le nouveau ministre se font sous le regard attentif des personnels. En région parisienne, actuellement en vacances, des assemblées générales sont prévues les premiers jours de la rentrée.

Le nouveau paysage politique

C'est la première fois depuis 1981 qu'un pouvoir de gauche se voit bousculé politiquement par un mouvement social. Même si entre 1988 et 1993, les gouvernements Rocard et Beregovoy ont affronté des mouvements sociaux, Mitterrand n'a jamais modifié son dispositif politique.

La majorité de la "gauche plurielle" est arrivée aux pouvoirs grâce au mouvement de décembre 95. Elle le sait et n'a pas voulu affronter la tourmente qu'a connue le gouvernement Juppé. Ainsi, une nouvelle fois les tenants

de la "réforme de l'état", c'est-à-dire l'adaptation des services publics aux normes libérales se heurtent à la population et aux salariés. Nul ne doute que ce qui a été remballé cette fois-ci ressortira des cartons plus tard; il n'en reste pas moins que la crédibilité gouvernementale est entamée. La confiance de ceux qui se sont mobilisés, électeurs traditionnels de la gauche, est écornée. Et du point de vue des classes dominantes, à quoi sert un gouvernement social démocrate qui recule la ou la droite a échoué ? Même Tony Blair en Angleterre est pris dans la contradiction; pour ne pas perdre un électorat ouvrier aux élections municipales, son budget a augmenté les dépenses de santé et d'éducation et la presse économique jusque-là louangeuse lui a adressé maints reproches.

Mais s'il semble avoir temporairement reculé, Lionel Jospin n'a pas renoncé. Les nominations de Laurent Fabius au budget, de Michel Sapin à la réforme de l'état, déportent le gouvernement sur la droite, et ce n'est pas la venue de Jean-Luc Mélenchon qui rétablit l'équilibre. Les annonces sur les retraites des fonctionnaires vont dans le même sens.

L'alternative.

Finalement, le mouvement social se retrouve confronté à la même équation qu'en 1995. S'il est capable de bousculer un gouvernement, d'induire une alternance, les propositions alternatives qu'il élabore ne peuvent rentrer dans les faits, faute de forces politiques crédibles pour les porter. D'un côté, il y a l'optimisme d'avoir bloqué des réformes libérales, et de l'autre la rage de savoir que dans quelques temps il faudra recommencer parce qu'un autre gouvernement tentera la même chose sous une autre forme.

Le débat sur la représentation politique et la construction d'une nouvelle force doit rebondir. □

Réunion débat organisée par ATTAC
sur le thème des

INÉGALITÉS SOCIALES

mercredi 26 avril à 20h30,
Juvisy sur orge, salle G. Brassens
(avenue de la terrasse).

Avec Richard DETHYRE - fondateur
de l'APEIS- membre du conseil
d'administration d'ATTAC.

ILS ONT RAISON D'AVOIR PEUR...

par Amaury Couderc

Le trentième congrès du PCF vient de se terminer. Tous les textes proposés par la direction et soumis au vote des militants ont été adoptés avec plus de 90% des voix par les "délégués" des Fédérations !...

Certes, le parti qui vient de naître est "nouveau" mais les méthodes sont restées strictement les mêmes, celles d'un parti complètement verrouillé par un appareil dont le seul souci est de préserver ses propres intérêts.

Comment pourrait-il en être autrement, puisque le PCF est devenu un parti pseudo social démocrate à l'image du PS et dont l'appareil est insensible aux pressions de ses militants. Pendant des années, ces méthodes ont gangrené le mouvement ouvrier. La démocratie ouvrière, le droit de s'organiser en tendance est indispensable pour permettre la construction d'un parti, d'une organisation qui ait pour perspective l'émancipation du salariat.

En se maintenant dans un gouvernement avec le PS dont le but avoué est de "borner son horizon au capitalisme", le PCF va jusqu'au bout d'une "mutation" qui fait de lui un PS bis. Son objectif n'est plus que de s'intégrer à la gauche plurielle gouvernementale et s'en servir de tremplin pour assurer la survie de carrières politiciennes.

Pourtant, jamais dans l'histoire les enjeux de société n'ont été aussi décisifs que ceux d'aujourd'hui. Jamais le salariat n'a du affronter une responsabilité comparable au moment même où les organisations chargées de le représenter (PS et PC) abandonnent dramatiquement le terrain au libéralisme "trionphant".

Le communisme est mort ! Salariés, il est inutile d'espérer mettre fin au capitalisme, ce système a terrassé définitivement son ennemi mortel. Voilà ce que les libéraux répètent sur tous les tons depuis que s'est effondré le bloc de l'Est. Le plus grand mensonge de l'histoire, l'identification du communisme avec le stalinisme, c'est-à-dire l'une des formes les plus barbares de gestion de la société, nous est servi une nouvelle fois. Il faut à tout prix convaincre le salariat qu'il est vain de lutter et de vouloir changer pour tomber finalement de Charybde en Scylla.

Il faut se contenter de ce que nous avons car il n'y a rien d'autre, sinon pire.

L'encre de ces discours n'est pas encore sèche que la barbarie du système capitaliste se déchaîne au moyen orient, en Serbie, en Tchéchenie, écrasant sous les bombes du "nouvel ordre mondial" des centaines de milliers d'êtres humains et transformant ces pays en champ de ruine.

Face à ce déferlement de barbarie basé sur le mensonge, le salariat de notre pays reste paralysé.

En même temps, on assiste à une dégradation irréversible de la vie sociale : la criminalité et la violence urbaine ne cessent de croître, la pauvreté se généralise pour une part non négligeable de la société, la drogue exerce des ravages toujours plus effrayants surtout parmi les nouvelles

générations gagnées par le désespoir. L'atomisation et l'isolement gagne peu à peu toute la société.

Privé par ses propres organisations du moindre projet historique capable de mobiliser ses forces, la société s'enfonce dans la décomposition sociale et le désespoir généralisé. La classe dominante alliée à la "pseudo" social démocratie aurait-elle gagné la partie de façon définitive ? Et pourtant, la preuve même que le socialisme conserve toute son actualité c'est l'ampleur des campagnes déchaînées aussi bien par la bourgeoisie que par les dirigeants du PS sur le thème "c'est la fin du communisme, c'est la mort du marxisme", c'est-à-dire de la théorie révolutionnaire du salariat.

Si les tenants du système n'éprouvaient plus aucune crainte du salariat, s'ils pensaient réellement que ce même salariat ne pouvait plus jouer aucun rôle sur la scène politique, ils ne se donneraient pas tant de mal pour convaincre les salariés qu'ils n'ont rien à attendre d'un changement de société.

Et ils ont raison d'avoir peur, même tenu, même sporadique, peu à peu et souvent, malgré leur propre direction politique et même syndicale, les salariés se mobilisent. Là, c'est pour une autre application des 35 heures, ici, c'est pour la retraite, ailleurs c'est pour défendre un enseignement en dehors de la sphère marchande, là encore, c'est pour la défense du service public... Peu à peu toutes ces luttes se rejoignent sur un même thème, c'est le pouvoir politique qui est mis en cause. Jospin ne s'y est pas trompé en limogeant les ministres les plus vulnérables, mais si de véritables réponses ne sont pas apportées, ce ne sera pas suffisant. Provisoirement et jusqu'au lendemain des élections, il peut avec la "cagnotte" calmer les esprits, et renoncer provisoirement à l'objectif que lui a assigné le capital : libéraliser et privatiser l'ensemble du service public. Face aux enjeux de la mondialisation et aux choix politiques qui lui sont imposés il ne pourra que frapper encore plus fort au lendemain des élections. Le choix de Laurent Fabius aux finances devrait convaincre les plus sceptiques. Le choix de Jean-Luc Mélenchon (Gauche Socialiste) montre simplement qu'il était dans l'obligation de rassembler d'abord les siens avant de tenter de rassembler les autres, et atteste de la faiblesse et de l'épuisement de ce gouvernement.

Je ne suis pas certain pour ma part que les citoyens soient sensibles à ces jeux politiques. L'aggravation inexorable de la crise économique se chargera elle-même de balayer les illusions entretenues de plus en plus difficilement par une classe politique incapable d'assumer l'Histoire et vautre jusqu'à plus soif dans le "nouvel ordre économique mondial".

La création d'un véritable parti démocratique des travailleurs devient de plus en plus une nécessité. □

TEMPÊTE SOCIALE

par Bernard Fischer

Ainsi donc, le 27 mars 2000, la France changeait de gouvernement. Le premier gouvernement Jospin durait finalement près de trois ans. La chute du premier gouvernement Jospin est directement la suite de la démission de Strauss Kahn en novembre 1999. Sa longévité était finalement supérieure à la moyenne des gouvernements de la cinquième république.

Son bilan est un bilan d'échec total, ministre par ministre. C'est l'échec de Sautter et de la réforme de l'administration fiscale. C'est l'échec d'Allègre et de la réforme de l'éducation nationale. C'est l'échec de la loi Aubry. C'est la gestion catastrophique de la marée noire par Voynet, des 35 heures dans la fonction publique par Zuccarelli, la diplomatie mitterrandiste de Védrine, l'échec de la réforme de la justice par Guigou, l'action de Gayssot contre les grèves des transports routiers et ferroviaires, en application des directives européennes.

Il s'agit d'un échec d'un genre particulier, d'un échec sans aucun vainqueur politique subjectif conscient. La droite française est toujours en miettes, et les miettes sont de plus en plus petites.

Le remaniement gouvernemental est d'abord une affaire interne au parti socialiste. Deux poids lourds du courant Mitterrand, Fabius et Lang, remplacent deux poids lourds du courant Jospin Rocard, Allègre et Sautter. Cela ne nous rajeunit pas.

Le PCF et les verts ne sortent pas du piège de la participation gouvernementale. Les ministres PCF et verts cautionnent la totalité de la politique gouvernementale. A l'inverse, l'opposition de gauche à l'intérieur du PCF connaît une curieuse radicalisation au début de laquelle ils demandent le départ des ministres communistes et à la fin de laquelle ils quittent le PCF. L'extrême gauche est toujours aussi marginale.

Le pire est bien sûr le désarroi des organisations syndicales. Toutes les

organisations syndicales, en particulier celles dont le discours est le plus radical, FO et la CGT, participent aux négociations à l'initiative du MEDEF pour la fondation d'un nouveau paritarisme, sans aucun rapport de force interprofessionnel.

Les dernières organisations syndicales représentatives sont les fédérations syndicales. Les fédérations syndicales de l'administration fiscale et de l'éducation nationale obtenaient le départ de leur ministre respectif au moment où elles faisaient de grands discours selon lesquels ce n'était pas leur objectif. Selon la direction de la FSU, la démission d'Allègre n'était tout simplement pas un mot d'ordre syndical !

Bizarrement, les tempêtes sociales succèdent aux tempêtes naturelles. Un ouragan social d'une force impressionnante emportait le premier gouvernement Jospin comme un fétu de paille. □

Xavier Rousselin

Que se passe t'il en Tchétchénie ? Rien, tout simplement. Car une guerre coloniale vieille de deux siècles n'est rien pour nos gouvernements. C'est ainsi qu'ils vont continuant les bonnes manières avec Poutine, le nouvel élu, tandis qu'à Grozny, on assassine, on viole, on expulse, on enferme et on vole. Les gouvernements européens qui, il y a un an, étaient les partisans les plus fanatiques d'une guerre "morale", au Kosovo, sont aujourd'hui les plus veules. Ils font silence sur les crimes de l'armée russe et considèrent que la guerre de Tchétchénie est une affaire interne de la Russie.

Cette situation jette un curieux voile sur les raisons humanitaires qui, l'an dernier, les poussaient à bombarder la Serbie. L'humanitaire apparaît ainsi comme un prétexte utilisé pour couvrir d'autres fins.

Comme pour les Balkans, nous organisons un convoi syndical.

Nous ne sommes qu'une poignée pour développer ce projet. Nous sommes modestes. Mais nous sommes déterminés à atteindre notre but. L'envoi d'un camion de farine coûte 100 000 F. Nous avons contacté un moulin et une coopérative agricole. Ils vont nous donner blé et farine. Nous n'avons à payer "que" le transport : 100 000 F. Nous ne recevons aucune subvention d'organismes officiels. Nous allons financer l'intégralité de l'opération. C'est pourquoi, je m'adresse à vous pour vous demander de le soutenir financièrement. (Chèques à l'ordre de SOB -Secours Ouvrier pour la Bosnie). □

Convoi syndical pour la Tchétchénie, C/O Sud PTT (syndicat TMT)

Éric Aragon, 23 rue de la Mare, 75020 Paris

Aragon@sud.unions.eu.org

Tél 0144 6212 35, Fax 0144 6212 43

APPEL POUR L'ABROGATION DE LA LOI AUBRY

par Yves Lesage

Des militants syndicalistes membres ou sympathisants de la Gauche révolutionnaire/La Commune ont adopté l'Appel que vous trouverez ci-dessous. Ils proposent que tous les militants et organisations en lutte contre la loi Aubry et ses implications dans les entreprises s'en emparent pour le faire leur. D'ores et déjà., le Comité syndical contre la loi Aubry et quelques sections syndicales ont décidé de reprendre l'appel et de le faire signer largement.

1 En fonction des remontées de signatures obtenues dans les entreprises et sur les marchés, nous organiserons, tous ensemble, des réunions de branches, de ville etc...

2 Le succès venant, nous organiserons alors une réunion nationale ou même une manifestation de rue.

Voici le texte:

Dans tout le pays, la plupart des grèves en cours ont pour centre le refus de l'application de la loi Aubry. Et pour cause : cette loi n'a rien à voir avec la réduction du temps de travail à 35h hebdomadaires sans perte de salaire, avec les embauches correspondantes permettant ainsi la lutte contre le chômage. La loi Aubry, c'est l'annualisation du temps de travail. C'est 1600 heures à faire dans l'année au gré des besoins patronaux dictés par le carnet de commande et la concurrence. C'est tantôt une semaine à 45 heures, et l'autre à 25. Résultat déjà constaté par les salariés: c'est la fin des heures supplémentaires, des temps de repos. Ce sont les horaires variables et irréguliers, au détriment de la vie de famille. C'est le travail le week-end sans compensation, c'est la généralisation dans l'industrie du travail "en décalé", de nuit etc...

Cette loi est nocive. Elle a été taillée sur mesure pour les besoins du patronat en matière de remise en cause des droits acquis. L'objectif est simple: écraser le coût du travail, autrement dit s'en prendre directement ou indirectement aux salaires. La loi Aubry ouvre la porte à des accords d'entreprise, des accords "maison" qui remettent en cause le Code du travail. Elle permet la liquidation des conventions collectives dans le bâtiment, les banques, la métallurgie les grands magasins etc... Comble de cynisme, la loi Aubry accorde aux patrons des aides financières colossales sous forme d'allègement des cotisations sociales. La loi Aubry est une loi qui impose la flexibilité du temps de travail et n'oblige même pas les

patrons à embaucher! Elle n'empêche en rien les licenciements massifs.

Dans la fonction publique, le gouvernement ne cache même pas que l'application des 35 heures-Aubry se fera "sans création d'emplois". Cette loi n'avait-elle pas été présentée à l'origine comme une loi de lutte contre le chômage ? Mais contre les fonctionnaires, les masques tombent. L'accord qui leur est proposé, outre qu'il ne pose pas la question des embauches de postes statutaires, ne pose pas plus celle des salaires! C'est tout simplement un "accord" qui impose la flexibilité et l'annualisation du temps de travail. Il doit être rejeté par les organisations syndicales.

Pour toutes ces raisons, il nous apparaît que la défense des acquis, la défense des conventions collectives des salaires, des statuts passe par le refus de la loi Aubry et de son application. Cette loi n'est ni négociable, ni amendable. Elle doit être abrogée. Elle dot place à une vraie loi de réduction du temps de travail, une loi pur les 35 heures hebdomadaires sans perte de salaires avec les embauches correspondantes. Nous signataires, chômeurs, salariés du public et du privé, syndiqués, non-syndiqués, jeunes, retraités nous lançons cet appel aux militants des organisations ouvrières syndicales et politiques pour qu'ils constituent un Front commun contre la loi Aubry et réalisent l'unité d'action pour exiger son abrogation. Dès aujourd'hui nous appelons à l'extension et à la coordination des luttes en cours pour construire une grève interprofessionnelle d'ampleur nationale.

Vous pouvez co-signer cet appel, recevoir sa version "grand public" avec les premiers signataires, et proposer toute initiative en écrivant chez Jean-Yves LESAGE 40 rue Pradier 75019 Paris (éventuel soutien financier au même nom) ou faire parvenir un e.mail à: abrogaubry@hotmail.com

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom

Prénom

Rue

Ville

Code postal

Je verse la somme de : 100 Frs Autre

A retourner à Michel Galin, 21 rue des Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge